

## Déclaration liminaire SUD-Rail

### Réunion des Délégués du Personnel du 08 novembre 2018 ESV TER Rhénan

Monsieur le Directeur,

Comme le dit la chanson, voilà c'est fini !

Vous avez eu ce que vous vouliez, même si les cheminots n'ont pas voulu ce qu'ils ont eu.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la dernière séance, l'ultime réunion périodique des Délégués du Personnel de l'histoire de votre Etablissement. Un enterrement de première classe voulu par le Président banquier et sa cohorte de collaborateurs que vous avez cautionné et accompagné. Vous en êtes le fossoyeur en chef et avez bien souvent ordonné à vos lieutenants de creuser le trou dans lequel la représentation du personnel, les DP, les CE et même le CHSCT seront ensevelis.

Voilà bien un recul sans précédent, la SNCF se place en pole position du moins-disant en matière de dialogue social, avec 1 représentant du personnel pour 300 salariés loin devant la filiale de la DB en France qui en compte 1 pour 68 salariés. Cette position dogmatique ne permettra plus d'assurer les prérogatives en termes de prévention ou de conditions de travail. Cela ne permettra pas non plus de maintenir les moyens humains qui garantissaient une représentation syndicale de terrain, seule à même de faire remonter les difficultés rencontrées par les agents qui ne cessent de s'accroître dans un contexte d'application d'une loi ferroviaire mortifère.

Le gouvernement annonçait cette ordonnance comme une avancée pour le dialogue social, la présentant comme une fusion des instances existantes. La réalité, nous la connaissons maintenant et nous la voyons aujourd'hui se matérialiser avec la disparition de presque 80% des instances locales qui défendaient les cheminots et leurs droits. Le syndicalisme de proximité est mort et la disparition de ces IRP va contraindre de nombreux agents à abandonner tout militantisme syndical. En effet, lorsque les syndicalistes avaient le statut de « salarié protégé », ils subissaient une répression sévère, avec de nombreuses procédures de licenciements. Dans les pires cas de harcèlement, certains ont été poussés au suicide comme Edouard, délégué SUD-Rail à Saint Lazare qui a mis fin à ses jours en 2017, après une procédure disciplinaire de plusieurs années. Quand on connaît la répression patronale que fait subir la Direction SNCF aux délégués syndicaux, surtout dans une période où la SNCF avance EN MARCHE forcée vers l'ouverture à la concurrence et le futur projet de réforme des retraites, on doute que la Direction soit tendre avec les syndicalistes non protégés.





SYNDICAT SUD-RAIL DE LA RÉGION

SNCF DE STRASBOURG



TEL 03 88 29 70 10 / SNCF 78 29 34 / FAX 09 89 18 81 22

48A CHEMIN HAUT 67200 STRASBOURG - CONTACT@SUDRAILSTRASBOURG.FR - HTTP://SUDRAILSTRASBOURG.FR

Comment feront les cheminots, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour faire remonter leurs doléances, pour demander à un délégué de contrôler une anomalie sur leur fiche de salaire, pour des problématiques de reclassement ou d'inaptitude médicale, ou pour se faire accompagner aux entretiens. Ce projet attaque de plein fouet les cheminots les plus précaires qui subissent déjà des suppressions de postes et des réorganisations comme sur notre région à la vente et à l'escale. Ce nouveau comité, privé de tout pouvoir réel pour protéger les salariés, ne sera qu'une instance d'accompagnement patronal, poussant ses élus loin du terrain, avec des tâches incommensurables, tant le périmètre à couvrir est gigantesque. En ajoutant les autres ordonnances venant verrouiller encore plus les choses, comme le referendum d'entreprise, ou la possibilité de faire passer des accords d'entreprise sans majorité, SUD-Rail doute de la possibilité d'exercer un vrai syndicalisme combatif en étant élu dans ce comité asocial et économique. Vous nous servez donc un dialogue social unilatéral, laissant le patron avoir toutes latitudes pour massacrer les cheminots sans résistance.

Certains se réjouissent déjà de la perte de la capacité d'action des syndicats de luttes, notamment le Gouvernement et le Patronat, qui ne perdent jamais une seconde pour qualifier SUD-Rail de « preneurs d'otages » surtout lorsque les médias leurs réservent une oreille attentive et une exposition de choix. Dans une période où Guillaume Pepy garde les pleins pouvoirs et la confiance de l'Etat pour terminer le projet de réforme et de privatisation du rail, les millions d'usagers verront rapidement leurs conditions de voyages se dégrader et le prix du billet augmenter.

Les cheminots se sont toujours battus pour la préservation d'un service public de haut niveau et ils continueront. SUD-Rail vous l'annonce, les cheminots et les militants syndicaux sont en route pour prendre leur destin en main, préparer la riposte et organiser la lutte contre l'attaque de leurs acquis sociaux et la casse du service public ferroviaire.

La fin des embauches au statut de cheminot étant imminente, il ne manquerait plus, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, qu'un Directeur d'Etablissement fasse engager un membre de sa famille comme cadre sous ses ordres afin qu'il bénéficie encore des avantages qu'il aurait lui-même contribué à supprimer. Nous serions alors en présence de tous les ingrédients d'une dictature patronale permise par la nouvelle entreprise organisée en société anonyme !

Voilà c'est fini !

L'épithète sera : « **A nos instances, regrets éternels** »

**La délégation SUD-Rail**

